

AKTUELL

TUNISIE

Lèche sanglante

David Wagner

La révolte populaire tunisienne fait des dommages collatéraux jusqu'au Luxembourg : en mettant à nu le cynisme et la bêtise de la politique économique et commerciale du pays.

Il y a celles et ceux qui ont de belles idées, des gens gentils, mais bon, pas très utiles, parce que quand il s'agit de produire des richesses, on ne les voit pas trop, n'est-ce pas ? Et puis, il y a les vrais mecs, les « décideurs », ceux qui portent des cravates et retroussent leurs manches, qui parlent « cash », qui ne s'embarrassent pas trop d'idées confuses mais qui entreprennent et « créent des emplois ». Ces derniers aiment la Tunisie, celle de Ben Ali et de sa clique, celle qui ouvre ses bras aux businessmen européens.

Mais l'histoire est ainsi faite qu'elle ringardise les surhommes en un claquement de doigts. Vendredi dernier, le ministère de l'économie et du commerce extérieur envoie à la presse un communiqué annonçant, dans une longue et laborieuse tira-

de « business-friendly », la « mission économique » du ministre Jeannot Krecké, membre du LSAP, en Algérie et en Tunisie du 9 au 12 janvier. Nous ne pouvons vous épargner un passage particulièrement croustillant : « L'environnement macro-économique favorable de ce pays nord-africain (la Tunisie, ndlr) lui a assuré une croissance économique constante, ce qui lui a permis d'attirer des investissements directs étrangers dans divers secteurs d'activité, grâce aussi à une main-d'œuvre hautement qualifiée. La Tunisie a su s'intégrer de manière constructive dans l'économie mondiale, profitant de la libéralisation des échanges pour moderniser son secteur privé. »

Il est vrai que le régime tunisien est un bon élève aux yeux des entrepreneurs européens et d'une bonne partie de la caste politique du vieux continent. Dans un mélange peu ragoutant de nostalgie post-coloniale et d'aveuglement devant un régime considéré comme autocrate mais éclairé, l'image d'Epinal d'une Tunisie ouverte et moderne développée avec un

certain succès par le père de la nation Habib Bourguiba, est toujours d'actualité.

Lorsque Ben Ali, alors ministre de l'Intérieur, prit le pouvoir en 1987 en écartant Bourguiba dans un « putsch médical », les rues tunisiennes étaient plutôt calmes. L'officier de police avait promis une ouverture du régime. Elle fut de courte durée : trois ans plus tard, sous prétexte de combattre l'islamisme, 30.000 personnes furent arrêtées. Avec un pour cent de la population travaillant pour les services de sécurité (sans compter les indics en civil), ce petit pays qui compte autant d'habitants que la Belgique (environ dix millions) est facilement contrôlable : Tunis n'est pas une mégapole comme Le Caire, les villes sont de taille humaine et la population se concentre dans la partie nord du pays. Avec les réformes libérales de ces dernières années, il n'est donc pas étonnant que le pays intéresse fortement les investisseurs étrangers, attirés par les avantages d'une économie tournée vers le tourisme et la sous-traitance et dont la main-d'œuvre a intérêt à se tenir à carreau.

En préparation de la mission économique, le directeur de la Chambre de commerce, Pierre Gramegna, avait d'ailleurs donné le ton dans un courrier adressé aux entrepreneurs luxembourgeois. Il y rappelle que la Tunisie se classe première parmi les nati-

ons d'Afrique du Nord dans le classement « Doing Business » établi par la Banque mondiale en 2010 et loue sa politique de « libéralisation commerciale et de l'amélioration des performances bancaires » ainsi que de la « privatisation afin de renforcer la compétitivité de son économie ». Idem pour les télécommunications et les transports dont « l'expansion » serait basée « sur l'amélioration des infrastructures et la privatisation des secteurs ».

Ce sont pourtant ces réformes, qui, combinées au régime dictatorial, poussent les jeunes diplômés ainsi que désormais une grande partie du syndicat unique dans la rue. On connaît système économique plus efficace. Pourtant, le ministère de l'économie et du commerce, dont l'horizon politique ne dépasse pas celui d'un épicier ou d'un démarcheur, ne semble toujours pas avoir compris la leçon. Face à la révolte (qui a déjà fait plus d'une soixantaine de morts), Krecké n'a pas trouvé de meilleure explication à l'annulation de sa mission que l'impossibilité d'assurer la sécurité de la délégation ainsi que la planification des visites. Comme le souligne Danièle Weber sur les ondes de RTL, « pas un mot sur les personnes abattues dans la rue ». Et surtout pas un mot de travers sur Ben Ali, qui, s'il s'en sort, restera un partenaire privilégié du patronat luxembourgeois.

SOZIALPOLITIK

Barrierefreiheit vorantreiben

Christiane Walerich

Die Stadt Luxemburg nutzte den Reflexionstag zum Thema Behinderung, um eine Bilanz der bisherigen Arbeit zu ziehen und Ausblicke zu wagen. Ein Schöffe nutzte ihn auch zum Stimmenfang.

Zum vierten Mal fand diese Woche ein allgemeiner Reflexionstag zum Thema Behinderung statt, organisiert von der Stadt Luxemburg. Vorgestellt wurden bisher umgesetzte und weitere, für die Zukunft geplante Projekte. Die Vertreter der Interessenverbände und die sonstigen Betroffenen waren aufgefordert, Anregungen und Kritiken in die Diskussion einzubringen. Themen waren die Barrierefreiheit im öffentlichen Stadtraum und in städtischen Einrichtungen, der barrierefreie

Zugang zum öffentlichen Transport, die Gebärdensprachkurse sowie die Zugänglichkeit zu den Wahllokalen während der Gemeindewahlen und zu anderen kulturellen Veranstaltungen.

Als Ergebnis des Meinungsaustauschs zeigte sich in hinreichender Klarheit, dass die Stadt Luxemburg im Jahre 2011 noch erhebliche Anstrengungen unternehmen muss, um die Fußgängerüberquerungen behindertengerecht zu gestalten - und zwar für Rollstuhlfahrer wie für Blinde. Betroffene kritisierten, dass es noch immer keine Gesetze gibt, die die „Administration des bâtiments publics“ und private Architekten verpflichten, Aspekte wie Barrierefreiheit beim Bau zu berücksichtigen, so dass die Sicherung der Barrierefreiheit letztlich vom

guten Willen des einzelnen Bauherrn abhängt.

Kritik hagelte es jedoch besonders für die städtischen Busse. Mehrmals sei es vorgekommen, dass Busfahrer Behinderte im Rollstuhl einfach an einer Haltestelle hätten stehenlassen. Auch zu Spitzenzeiten im Berufsverkehr könne es nicht hingenommen werden, dass der Transport von Behinderten nicht mehr gewährleistet sei. Kritisiert wurde, dass viele Busfahrerangaben, nicht zu wissen, wie sie die Rampen auslegen sollen. Dem soll zukünftig durch Weiterbildung abgeholfen werden, versprachen die Zuständigen. Auch sollen in diesem Jahr drei neue Busse getestet werden, die statt der manuell anzulegenden Rampen über durch Motorkraft ausfahrbare verfügen. Falls das System sich bewährt, sollen weitere Busse mit ihm ausgerüstet werden. Der Chef-Kontrollleur der städtischen Busse, Serge Magar, würde es jedoch auch als unproblematisch ansehen, wenn zukünftig Fahrgäste beim Anbringen der Rampen Hand anlegten.

Weiter in Planung ist bei der Stadt Luxemburg zudem die von der Menschenrechtskommission geforderte

„maison des droits de l'Homme“, die mehrere Institutionen unter einem Dach vereinen soll, darunter auch Behindertenvereinigungen. „Wir haben rund 1.200 Vereinigungen in Luxemburg, von Sportvereinen über Kulturinstitutionen bis hin zu Behindertenorganisationen“, so die Sozialkoordinatorin der Stadt, Madeleine Kayser. Geplant sei, den Vereinigungen in den verschiedenen Stadtteilen Häuser zur Verfügung zu stellen. Diese Vielfalt soll auch eine Ghettobildung verhindern. Zumindest für das zukünftige Kommunikationszentrum für Gehörlose sei bereits ein Haus in Beggen gefunden. Bevor es grünes Licht gebe, müssten allerdings noch verschiedene Auflagen erfüllt werden.

Die Zukunft wird zeigen, welche Anregungen und Kritiken des Reflexionstages umgesetzt werden und ob die Betroffenen von ihnen auch wirklich Kenntnis erhalten haben. Zumindest der Sozialschöffe der Gemeinde Luxemburg und Fraktionschef der DP, Xavier Bettel, nutzte den Reflexionstag, um schon einmal auf Stimmenfang zu gehen und mit Nachdruck auf die kommenden Kommunalwahlen zu verweisen.